

Questions orales

M. Jelinek: Monsieur le Président, le ministre a des problèmes d'audition. Je lui ai parlé des taux d'intérêts élevés et je lui ai demandé s'il avait fait des démarches à ce sujet auprès du ministre des Finances. Il n'a pas répondu à ma question.

L'INDUSTRIE TOURISTIQUE

M. Otto Jelinek (Halton): Dans ma question supplémentaire, je traiterai toujours du même sujet, mais cette fois il s'agit du tourisme dont le ministre est aussi chargé. C'est un secteur qui emploie beaucoup de main-d'œuvre. Mais de lourds nuages s'accumulent à l'horizon là aussi à cause de la politique de l'argent cher que le gouvernement s'entête à pratiquer et des impôts dont le tourisme est de plus en plus accablé.

J'espère que cette fois-ci le ministre a les oreilles grandes ouvertes. En tant que ministre chargé du tourisme, quelles instances a-t-il présentées au cabinet ou au ministre des Finances pour alléger et les taux d'intérêt élevés et les impôts qui grèvent ce secteur essentiel? Ses démarches ont-elles abouti à quelque chose? Le ministre aurait-il l'amabilité de répondre carrément à ma question?

L'hon. David Smith (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le député a un point de vue fort intéressant. C'est un défenseur acharné de la libre entreprise qui croit mordicus aux forces du marché, de la loi de l'offre et de la demande, qui s'oppose à l'intervention des pouvoirs publics. Mais le gouvernement croit que l'État doit intervenir dans certains cas. Pour ce qui est du tourisme, nous avons dépensé deux fois plus que d'habitude pour faire de la publicité aux États-Unis dans l'espoir d'attirer davantage de touristes américains chez nous et de relancer notre industrie touristique.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'INCIDENCE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale si toutefois j'arrive à attirer son attention. Les taux d'intérêt augmentent au même rythme qu'en 1980-1982. Au cours de cette période, les ventes d'automobiles et de camions sont tombées de 1,400,000 à 920,000 véhicules, ce qui représente une réduction de 34 p. 100. L'industrie automobile a été le moteur de la reprise. Que compte faire le gouvernement pour protéger les emplois dans cet important secteur étant donné que, selon le Conference Board au Canada, les consommateurs canadiens ont perdu confiance et hésitent à dépenser?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, tout d'abord, les taux d'intérêt n'augmentent pas comme ils l'ont fait au cours de la période dont parle le député. Deuxièmement, je suis heureux que le député reconnaisse enfin que la reprise du secteur de l'automobile est attribuable en grande partie aux mesures que

le gouvernement du Canada prend pour l'aider depuis deux ans. Troisièmement, si le député veut bien lire le discours que j'ai prononcé il y a une quinzaine de jours, il verra que nous avons sans doute davantage de projets d'investissement pour le secteur de l'automobile que nous n'en avons eu depuis cinq ans.

LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL—ON DEMANDE LA PROTECTION DES EMPLOIS

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, ces emplois attendent sur son bureau. C'est très bien, mais je voudrais signaler au ministre que le rapport du groupe de travail sur l'automobile attend également sur son bureau depuis un an. Le ministre n'a fait aucune observation, pris aucune mesure et n'a pas non plus négocié avec les représentants de cette industrie à ce sujet.

Comme il ne suffit pas de parler des 2 milliards qui attendent sur son bureau, que compte faire le gouvernement pour protéger les emplois des travailleurs de l'industrie automobile? Que va-t-il faire pour protéger les emplois actuels?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le Président, je sais que le député est très occupé. Par conséquent, je vais lui faire parvenir les réponses que nous avons données au groupe de travail sur l'automobile.

Premièrement, c'est grâce aux efforts de mon prédécesseur et des députés libéraux de la région de Windsor que la société Chrysler et environ 11,000 emplois permanents ont pu être sauvés. Deuxièmement, plus de 25,000 travailleurs ont été rappelés, rien que dans l'industrie de l'automobile, si bien que, dans ce secteur le niveau de l'emploi est à peu près le même qu'avant la récession.

● (1440)

Le député a sans doute lu dans le journal, l'autre jour, un article disant que l'écart entre le prix des automobiles nord-américaines et des voitures étrangères se rétrécissait. Nous le devons en grande partie aux mesures prises par nos ministres.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

L'ANNONCE DE LA POLITIQUE DU MINISTRE

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports qui s'apprête à s'enfoncer dans une jungle. Il se prend peut-être pour le nouveau Tarzan. Il dit que les tarifs aériens peuvent baisser. Il n'ignore pas que j'ai présenté à la CCT un mémoire où je préconisais la diminution des tarifs aériens pour les Canadiens, sans pour autant soutenir la folle entreprise de la déréglementation dans laquelle il se lance. Peut-il garantir à tous les Canadiens, et non pas seulement aux habitants de nos six plus grandes villes, qu'ils bénéficieront de tarifs réduits, tout en pouvant compter sur un bon service de transports?